

TRAVAIL

Dix graphiques pour comprendre l'ampleur de la crise du travail en France

LE 20 AVRIL 2023 8 min

Les derniers résultats de l'enquête européenne sur les conditions de travail montrent que les travailleurs français sont particulièrement mal lotis, comme l'analysent les sociologues Dominique Méda, Maëlezig Bigi et Agnès Parent-Thirion. Pas étonnant, dans ces conditions, que le recul de l'âge légal du départ à la retraite ait suscité une telle révolte.

Par [Dominique Méda](#), [Maëlezig Bigi](#) et [Agnès Parent-Thirion](#)

Le diagnostic est désormais assez partagé : avant de faire quoi que ce soit sur les retraites, il aurait fallu parler travail. Une proportion non négligeable de Françaises et de Français – particulièrement celles et ceux dont les conditions de travail sont les plus pénibles – part bien plus souvent que les autres à la retraite avant d'avoir atteint l'âge légal ou le taux plein.

Une étude récente¹ a mis en évidence que le recul de l'âge légal de 60 à 62 ans provoqué par la réforme de 2010 avait entraîné une augmentation significative des arrêts-maladie chez les seniors, avec des effets différenciés selon le genre et des effets de déversement vers le chômage ou l'invalidité.

Ainsi, la question du recul de l'âge de départ à la retraite est avant tout celle des conditions de travail, de la santé et du rapport à l'emploi, c'est-à-dire de la soutenabilité du travail tout au long de la vie.

Plus précisément, il aurait fallu faire, avec les syndicats et de nombreux chercheurs, le constat que le travail est malade et chercher les remèdes les plus appropriés. Pour prendre la mesure de cette crise en France, nous disposons de deux enquêtes spécifiquement consacrées aux conditions de travail.

A côté de l'enquête française, qui existe depuis 1978 et concerne aujourd'hui 25 000 actifs occupés, l'enquête européenne sur les

conditions de travail propose depuis 1990 une vue d'ensemble des conditions de travail en Europe.

L'enquête française met en évidence une dégradation du travail depuis plusieurs décennies : après une pause entre 1998 et 2005, le processus d'intensification du travail a repris rendant le travail de plus en plus difficile à supporter pour de nombreuses personnes. La vague 2019 a mis en évidence que pour 37 % des actifs occupés français, leur travail était « insoutenable ».

La dernière vague de l'enquête européenne, passée en 2021 auprès de plus de 71 000 actifs occupés résidant dans 36 pays, confirme ces résultats et permet de faire de précieuses comparaisons. De nombreux responsables politiques ne cessent en effet d'attirer l'attention sur ce que font nos voisins. Ils feraient mieux que nous en matière d'âge à la retraite.

Mais pour comprendre la situation française, il importe de comprendre notre position en Europe en matière de conditions de travail. Si le recul de l'âge légal de départ à la retraite suscite une telle révolte, c'est sans aucun doute parce que notre pays est particulièrement mal placé de ce point de vue.

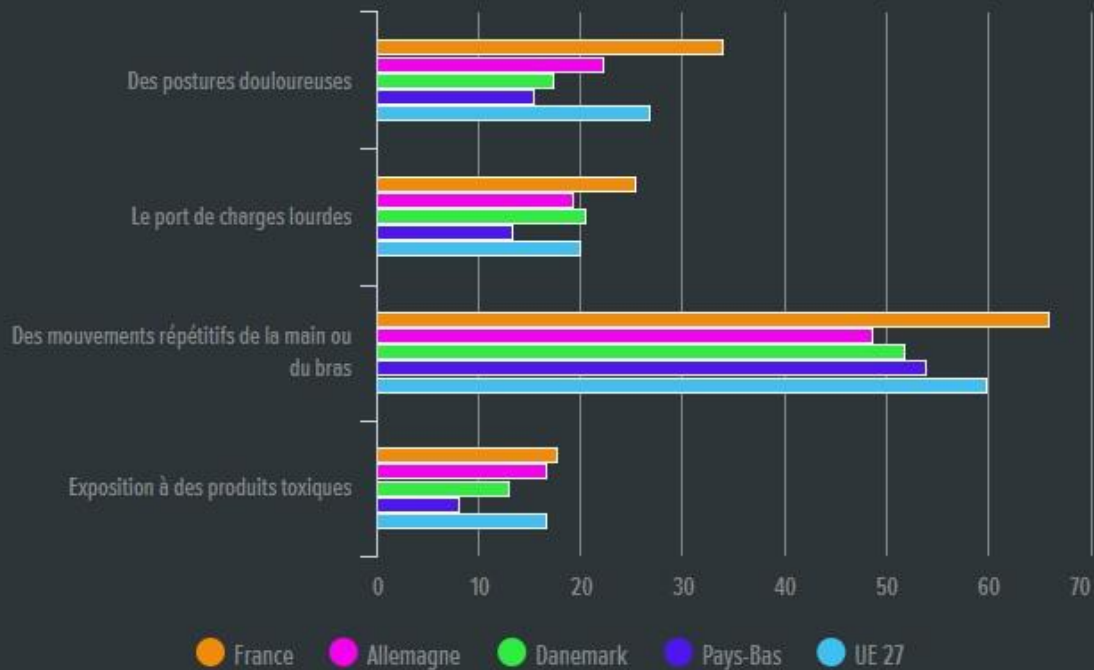
L'enquête européenne dont nous présentons les principaux résultats permet de prendre la mesure de la grave crise du travail en France. Dans le cadre de ce court article, nous avons choisi de présenter la situation française en regard de trois autres pays : l'Allemagne, le Danemark et les Pays-Bas ainsi que de la moyenne de l'Union européenne.

Des contraintes plus fortes qu'ailleurs

Alors que quatre critères de pénibilité ont été supprimés en 2017 par les ordonnances travail (port de charges lourdes, postures douloureuses, produits chimiques et vibrations), la France apparaît particulièrement à la traîne en matière de contraintes physiques supportées au travail, en particulier sur ces fameux critères. Sur les quatre items particulièrement représentatifs d'une forte pénibilité physique, elle fait systématiquement pire non seulement que ses voisins allemands, danois et néerlandais, mais aussi que la moyenne européenne.

La France, lanterne rouge de la pénibilité

Part de salariés exposés toujours ou souvent à différents types de contraintes physiques, en %



Source : Eurofound

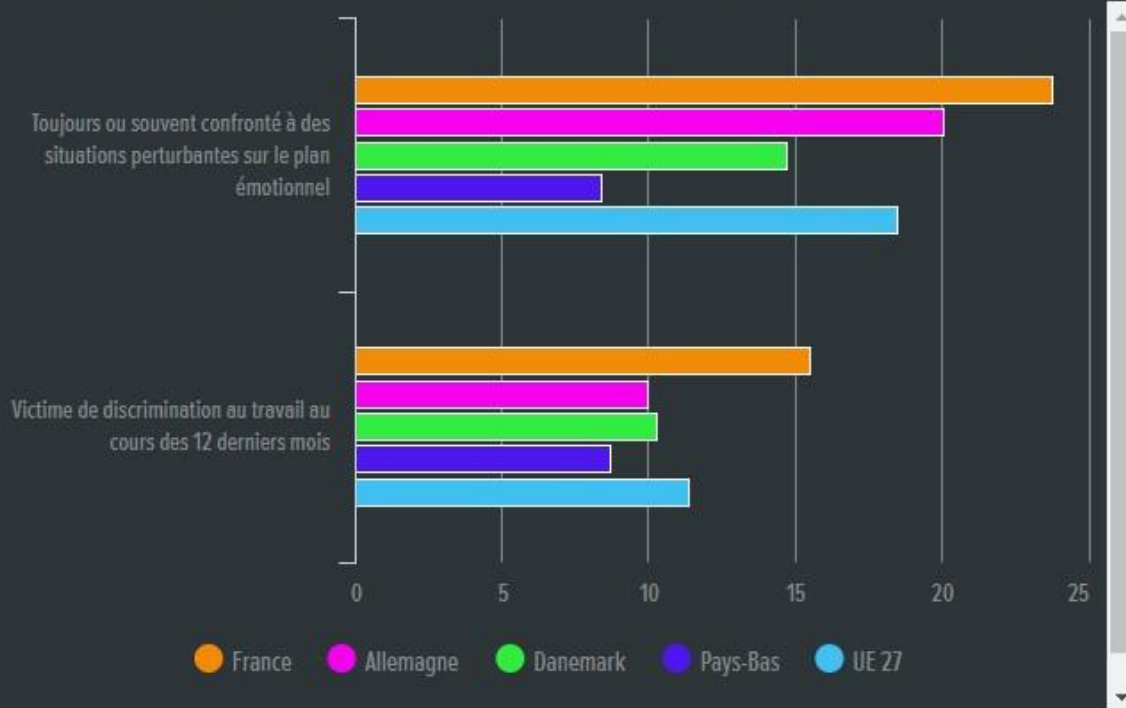


Aux contraintes physiques qui ont peu diminué depuis une vingtaine d'années s'ajoutent désormais des contraintes émotionnelles particulièrement fortes et des discriminations plus marquées,

notamment pour les femmes.

De fortes contraintes émotionnelles

Part de salariés exposés à différents types de contraintes psychiques, en %



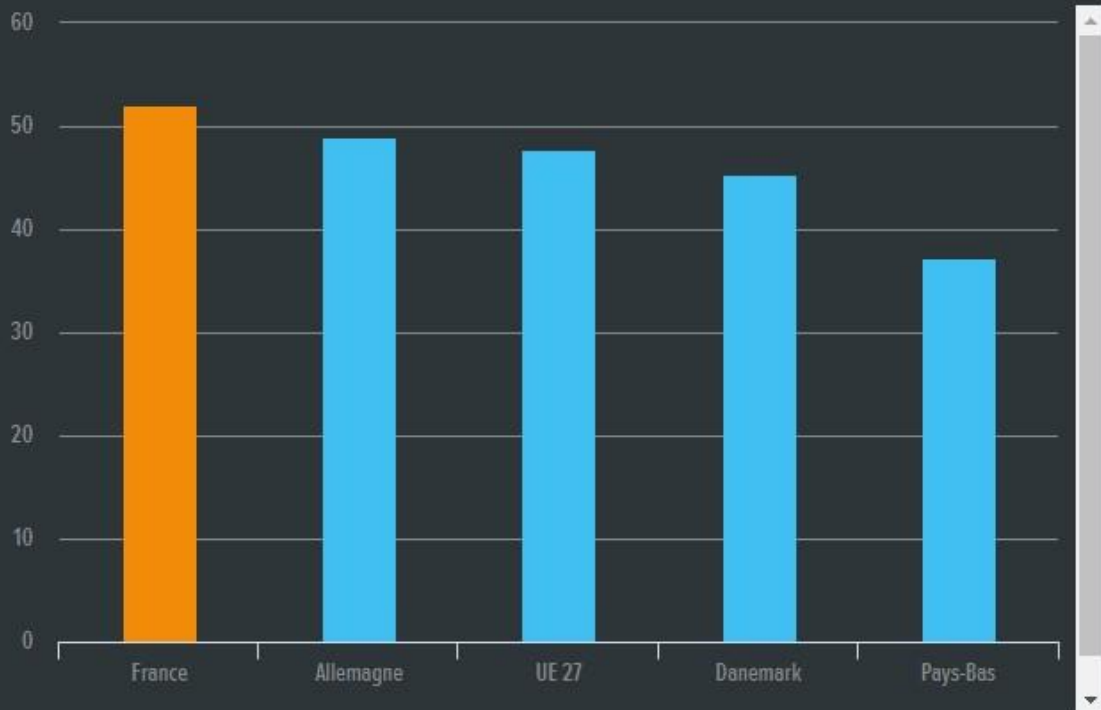
Source : Eurofound



La pénibilité du travail est renforcée par les caractéristiques de l'emploi : les Français travaillent plus que les autres et plus que la moyenne européenne dans des délais très stricts et très courts.

Plus d'un salarié français sur deux travaille dans l'urgence

Part de salariés déclarant devoir toujours ou souvent travailler dans des délais très stricts et courts, en %



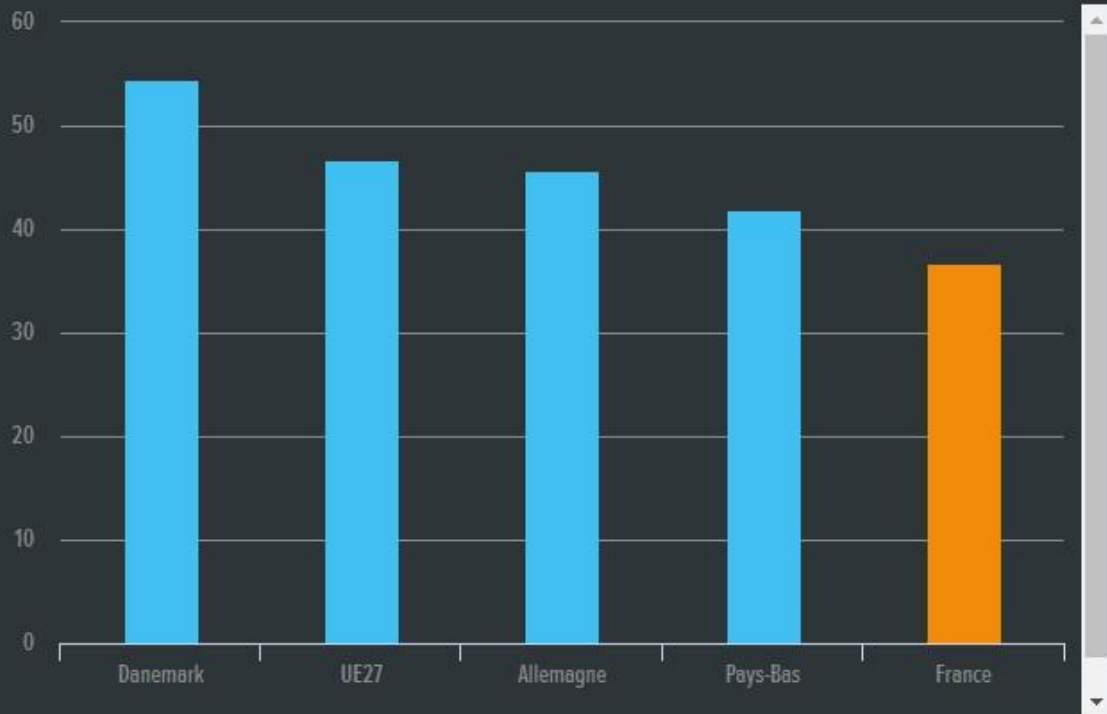
Source : Eurofound



Alors que l'appartenance à un collectif de travail et le soutien apporté par l'équipe sont décisifs dans la capacité à supporter son travail, le soutien accordé aux travailleurs français par leurs collègues de travail apparaît particulièrement faible.

Un soutien trop rare

Part de salariés qui considèrent que leurs collègues les aident et les soutiennent toujours, en %



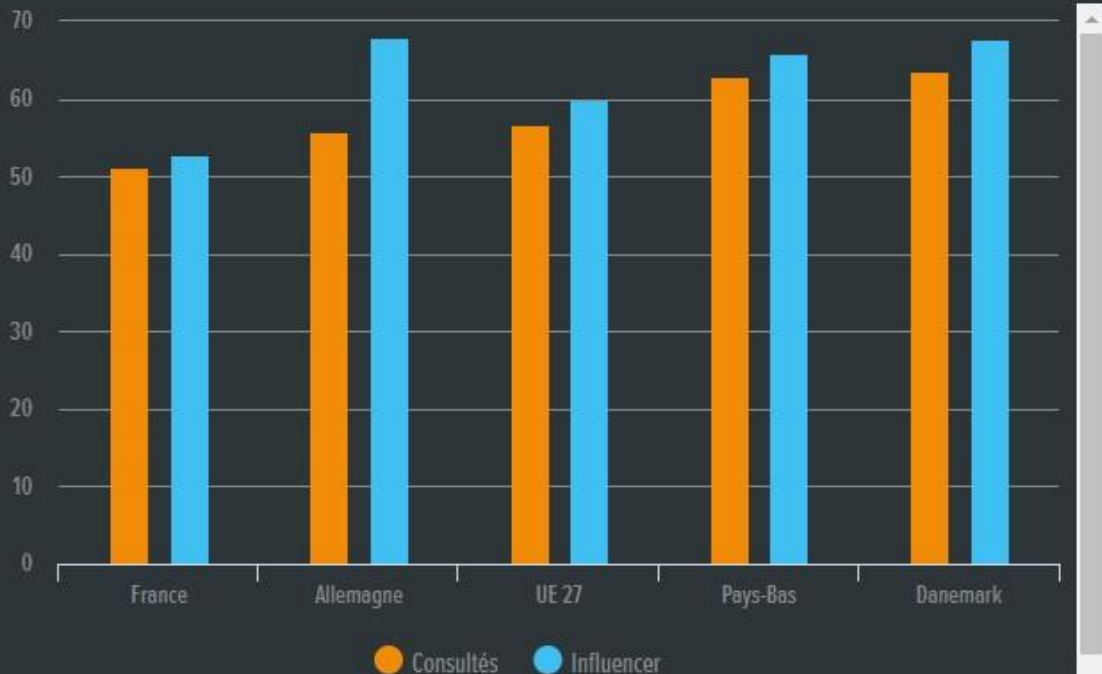
Source : Eurofound



L'enquête française sur les conditions de travail mais aussi des enquêtes sur de plus faibles échantillons et procédant par entretiens (par exemple celle que nous avons menée en 2015 auprès d'une douzaine d'entreprises et dont nous avons publié les résultats dans *Travailler au XXI^e siècle. Des salariés en quête de reconnaissance*), l'avaient déjà mis en évidence : en France, les travailleurs et travailleuses accèdent peu à la parole dans leur travail. Ils sont très peu consultés avant que des objectifs de travail leur soient fixés et ne peuvent que rarement influencer les décisions qui sont importantes pour leur travail.

Les salariés français n'ont pas voix au chapitre

Part de salariés déclarant toujours ou souvent être consultés ou qui peuvent influencer les décisions importantes pour leur travail, en %



Source : Eurofound



Contrairement aux clichés sur la flemme, il n'est pas rare que les Français et les Françaises viennent travailler sur leur temps libre pour répondre aux exigences de leur travail. Plus d'un tiers d'entre eux ont travaillé alors qu'ils étaient malades.

Des travailleurs loin d'être flemmards

Part de salariés déclarant travailler sur leur temps libre tous les jours et plusieurs fois par semaine, ou alors qu'ils étaient malades au cours des 12 derniers mois, en %



Source : Eurofound



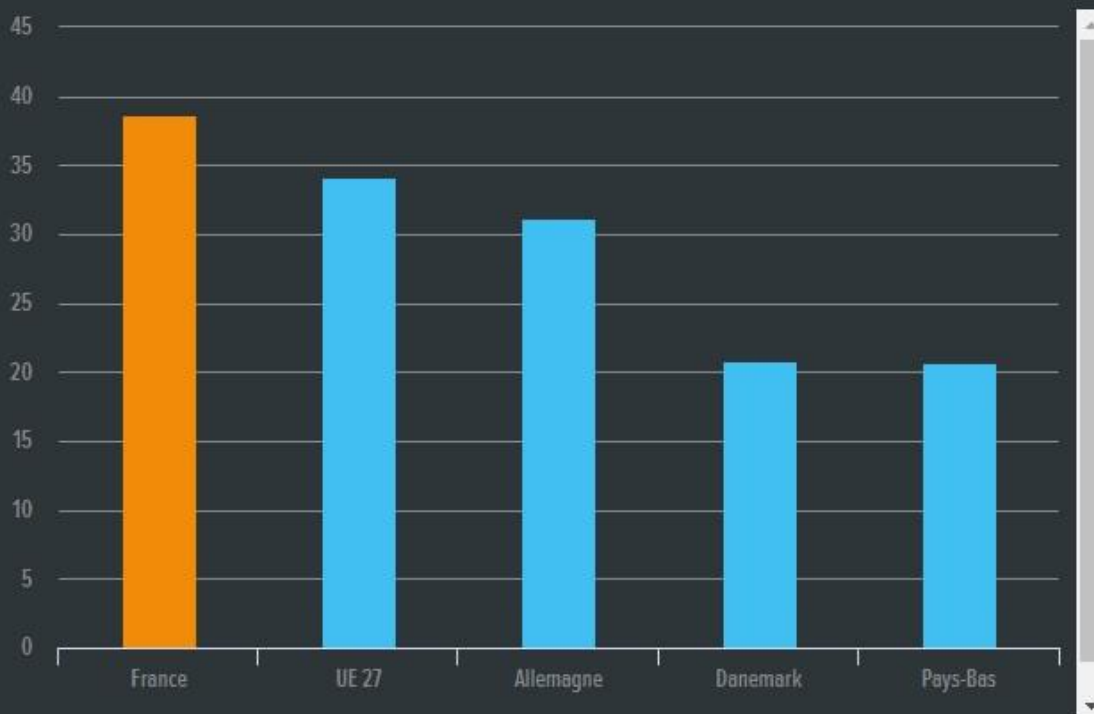
 Alternatives
Economiques

Exploitant la vague 2015 de cette enquête européenne sur les conditions de travail, Agnès Parent-Thirion et ses collègues avaient déjà mis en évidence la plus forte présence dans les pays nordiques d'organisations du travail dites « apprenantes », caractérisées par une plus grande autonomie au travail, une plus forte participation des travailleurs aux décisions concernant leur travail et... un plus fort bien-être au travail. A la recherche des variables-clés expliquant cette situation, ils en avaient trouvé une seule : la forte présence syndicale.

Les Français et Françaises apparaissent minés, psychologiquement et physiquement et, plus que leurs voisins européens, perçoivent le travail comme une menace pour leur santé.

Le travail peut être une menace pour la santé

Part de salariés déclarant que leur santé ou leur sécurité est menacée à cause de leur travail, en %



Source : Eurofound

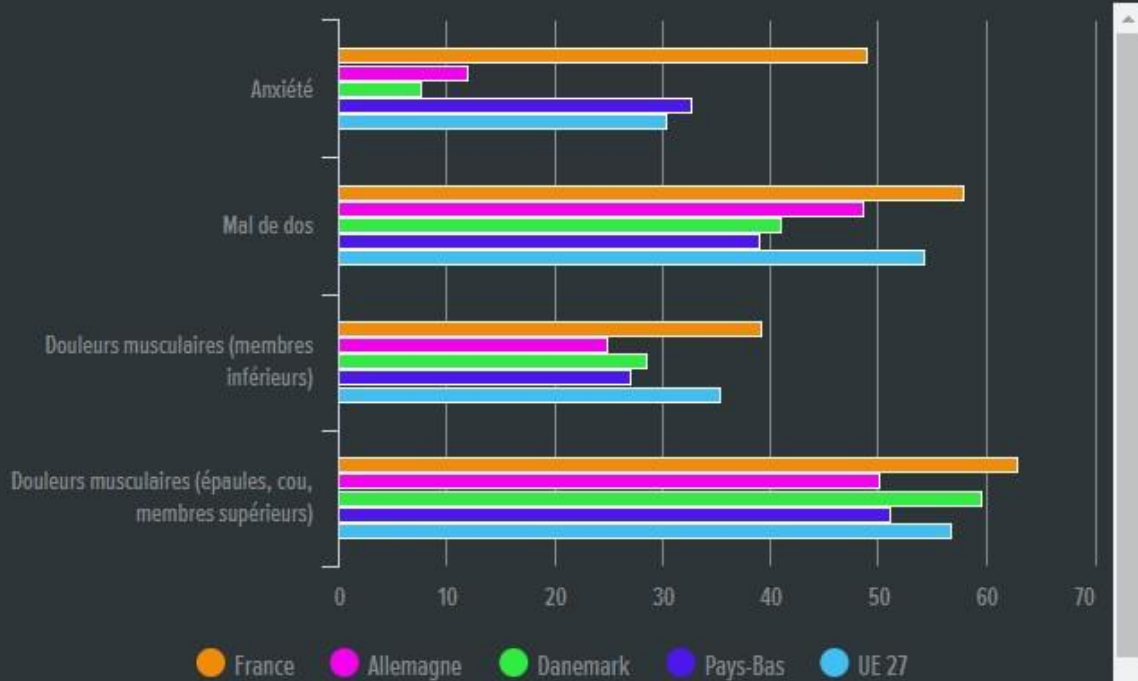


 Alternatives Economiques

Ils sont d'ailleurs très nombreux à déclarer avoir souffert de problème de santé physiques ou psychiques au cours des douze derniers mois. Près d'un actif occupé sur deux en France déclare souffrir d'anxiété tandis qu'ils et elles ne sont que 7,6 % dans ce cas au Danemark.

Quand le travail fait mal

Part de salariés déclarant souffrir d'un ou plusieurs problèmes de santé durant les 12 derniers mois, en %



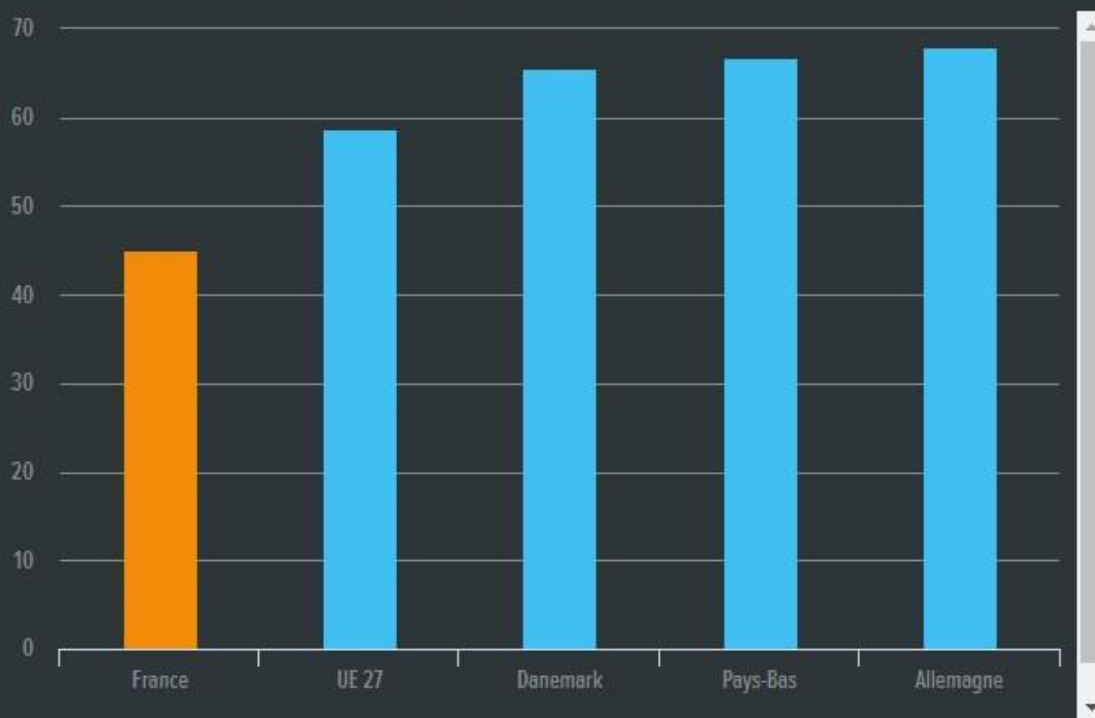
Source : Eurofound



Enfin, et c'est également un résultat qui ne fait que confirmer des enquêtes précédentes, les Français sont parmi les moins nombreux à considérer que leurs efforts et leur travail sont reconnus à leur juste valeur. Mais l'écart avec nos voisins apparaît très important.

Une faible reconnaissance

Part de salariés déclarant être bien payé pour les efforts fournis, en %



Source : Eurofound

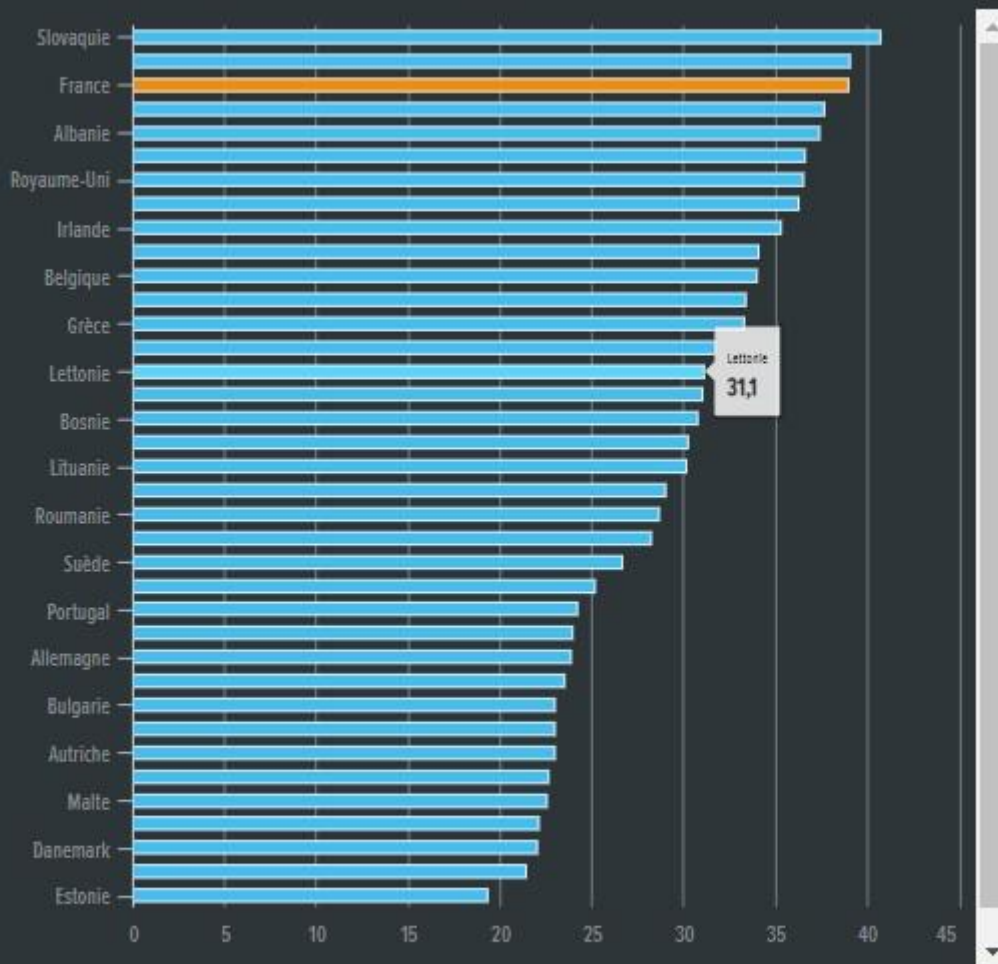


 Alternatives
Economiques

Dans l'index de qualité de l'emploi qui synthétise ces résultats, et qui met en regard les exigences imposées aux travailleurs et les ressources et soutiens dont ils disposent pour y faire face, la France apparaît finalement en queue de peloton avec une proportion de 39 % de Français se trouvant dans un emploi « tendu » contre 22 % au Danemark, 22,7 % aux Pays-Bas, 23,9 % en Allemagne et 30,3 % dans l'Union européenne à 27.

Qualité de l'emploi : la France en queue de peloton

Part de salariés se déclarant en situation d'emploi "tendu"



Source : Eurofound



L'ensemble de ces résultats met en évidence la très médiocre situation dans laquelle les Français vivent leur travail. Il importe désormais de trouver les remèdes à celle-ci.

Comme l'indique Agnès Parent-Thirion au nom de l'équipe d'Eurofound présentant les résultats de la vague 2021 de l'enquête européenne, « *l'une des principales leçons tirées de l'analyse des enquêtes européennes est que le fondement d'une bonne vie professionnelle reste le même qu'avant la pandémie: la qualité du travail et de l'emploi* ». Il importe aussi de mettre au centre des réflexions la question de l'organisation du travail comme l'ont fait

récemment Thomas Coutrot et Coralie Perez dans *Redonner du sens au travail*.

Le déni de reconnaissance dont semblent particulièrement victimes les travailleurs français et que nous avons analysé dans *Travailler au XXI^e siècle* doit être mis en lien avec des modèles socio-productifs dont la recherche d'efficacité est trop fondée sur l'intensification du travail (multiplication des contraintes pesant sur l'activité), et le management sur le diplôme.

L'analyse de ce qui se passe dans les pays voisins suggère que le fait que les travailleurs disposent de plus d'autonomie, de marges de manœuvre, de possibilités de s'exprimer et de participer aux décisions qui concernent leur travail mais aussi les organisations dans lesquelles ils travaillent est essentiel.

Dans les pays dans lesquels la participation est plus forte, qu'il s'agisse d'une participation directe ou par le biais de leurs représentants, la situation des travailleurs est meilleure. Il est sans doute grand temps non seulement d'emprunter à nos voisins ce qui semble une clef de leur réussite – la co-détermination – mais sans doute d'aller encore plus loin par exemple, en redonnant aux représentants des travailleurs un poids équivalent aux représentants des apporteurs de capital comme nous le suggérons dans le *Manifeste Travail. Démocratiser. Démarchandiser. Dépolluer*.

Dominique Méda, sociologue, directrice de l'IRISSO/Université Paris-Dauphine-PSL, **Maëlezig Bigi**, sociologue, maîtresse de conférences au Cnam, chercheuse au Lise et affiliée au Centre d'études de l'emploi et du travail, **Agnès Parent-Thirion**, Directrice de recherche à Eurofound, en charge de l'EWCTS [2](#).

Cet article a initialement été publié sur le site d'Alternatives Economiques.

1. Mohamed Ali Ben Halima, Camille Ciriez, Malik Koubi, Ali Skalli, « Âge légal de départ en retraite et absences maladie : quels effets du passage à 62 ans en 2010 ? », *Connaissance de l'emploi*, N°187, mars 2023

2. Les informations et opinions exprimées dans cet article sont celles de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement l'opinion officielle d'Eurofound.

